



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le 1er mai 2021

Violences urbaines : il y a aussi « état d'urgence absolue » dans nos quartiers !

D'une particulière gravité, les faits de violence survenus dans la nuit de vendredi à samedi à Fontbarlettes soulèvent ma colère et mon indignation.

D'abord, de violents affrontements entre bandes rivales, ponctués de tirs à balles réelles. D'autres scènes de violence urbaine ensuite, engageant la Police Nationale qui accompagnait des pompiers venus secourir une personne faisant un malaise (sans lien). L'usage de grenades lacrymogènes a finalement abouti à la dispersion de ces individus dont je souhaite qu'ils soient interpellés, jugés et condamnés avec la plus grande sévérité.

J'adresse, une fois encore, un témoignage de reconnaissance aux forces de l'ordre qui ont fait preuve d'un courage remarquable. Je salue la présence dès ce soir d'une unité de forces mobiles, obtenue par le Préfet de la Drôme.

Mais je veux aussi pousser aujourd'hui un véritable cri de colère envers l'État central, dont je rappelle que la sécurité de nos concitoyens (donc le maintien de l'ordre) est l'une des premières missions. La Ville de Valence, en doublant ses effectifs de la Police Municipale, ses caméras, ses dispositifs d'accompagnement éducatifs, fait tout ce qu'elle peut (comme tous les Maires sensibles à ces sujets) pour garantir la tranquillité publique, dans le strict cadre de ses prérogatives. Mais il est de la responsabilité de l'État d'exercer ses pouvoirs régaliens.

Cette responsabilité, l'État ne peut l'exercer à coup d'effets d'annonces ou par la mobilisation ponctuelle d'effectifs supplémentaires pour calmer des violences urbaines. Ce n'est plus tolérable, ni par les élus locaux que nous sommes et encore moins par les habitants de nos quartiers qui n'aspirent qu'à une vie paisible.

Souvenons-nous de la situation de l'hôpital et de notre système de santé il y a deux ans à peine. Le gouvernement nous expliquait qu'il était incapable de trouver des moyens pour financer son fonctionnement. La pandémie est arrivée, l'état d'urgence a été décrété et les moyens nécessaires pour faire face ont été mobilisés.

Il y a aussi « état d'urgence absolue » dans nos quartiers. Avec la même détermination, l'État doit aujourd'hui agir pour garantir la sécurité de tous, avant qu'il ne soit trop tard !

Nicolas Daragon
Maire de Valence

CONTACT PRESSE : Émilie Gay
06 28 79 81 45 – emilie.gay@mairie-valence.fr

valence.fr/appli

